

UTE WEINMANN\*

LES SLOVÈNES DE CARINTHIE AU SEIN DES PARTISANS DE TITO  
Un exemple de résistance antihitlérienne en Autriche annexée

*Nonobstant l'orientation idéologique et politique de l'OF (Front de libération slovène) qui prônait une Slovénie unie sous domination communiste, c'est un fait que cette résistance slovène en Carinthie fut « l'apport propre » le plus important de l'Autriche à sa libération du nazisme, un fait que les politiques autrichiens ont bien su faire valoir au moment de négocier souveraineté et indépendance.<sup>1</sup>*

*Être Slovène en Autriche n'a été chose facile à aucun moment de l'Histoire. Mais vouloir rester Slovène a été particulièrement difficile.<sup>2</sup>*

En Autriche, la résistance antihitlérienne fut fragmentée : les communistes poursuivirent des objectifs autres que les monarchistes, les sociaux-démocrates et les chrétiens sociaux, adversaires sous le régime austrofasciste des chrétiens-sociaux, ne s'engagèrent ensemble qu'à la fin de la guerre pour le rétablissement d'une Autriche indépendante et républicaine<sup>3</sup> ; le dénominateur commun de tous les courants résistants fut l'anéantissement du régime national-socialiste. La résistance des partisans au sud de l'Autriche, dont il sera question dans cette contribution, se caractérisait par deux particularités, annoncées par les citations mises en exergue : d'une part l'organisation militaire « extraterritoriale » et communiste, d'autre part sa dimension nationale. Portée et soutenue par des Autrichiens slovènes, cette résistance est incarnée par une minorité non seulement numérique, mais également linguistique et culturelle, persécutée par le régime, face à une majorité germanophone dans sa grande majorité collaboratrice. Sa participation à la libération de l'Autriche fut mise dans la balance lors des négociations d'après-guerre, car si dans la déclaration de Moscou du 30 octobre 1943, les USA, la Grande-Bretagne et l'URSS se prononcent pour le rétablissement d'une Autriche libre et indépendante, ils posent une condition : l'Autriche serait, certes, première

\* Maître de conférences en études germaniques (littérature et civilisation autrichiennes) à l'Université de Cergy-Pontoise.

nation indépendante victime de l'agression hitlérienne, mais « elle porte une responsabilité à laquelle elle ne saurait se soustraire, pour sa participation à la guerre aux côtés de l'Allemagne hitlérienne [...]. En conséquence, lors du règlement final, la part qu'aura prise l'Autriche à sa propre libération devra inévitablement entrer en ligne de compte<sup>4</sup> ». Dans l'immédiat après-guerre, la participation à la libération fait partie de l'argumentaire de l'Autriche officielle vers l'extérieur, notamment dans les négociations avec les Alliés ; mais une fois le Traité d'État signé, le travail de mémoire et de recherche concernant la résistance antihitlérienne passa à l'arrière-plan. Depuis 1963, les *Archives documentaires de la résistance autrichienne* (*DÖW - Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes*) créées sur une initiative privée se destinent à la recherche sur la résistance autrichienne tout en coopérant avec les départements d'histoire contemporaine des universités autrichiennes et étrangères.

Une présentation aussi synthétique soit-elle de l'histoire de la résistance des Slovènes de Carinthie est tenue d'esquisser un phénomène complexe : ce fut d'abord sur le sol autrichien la seule activité de résistance armée qui a réussi à inquiéter la machine de guerre hitlérienne ; ensuite cette résistance partisane doit être replacée dans le contexte des mouvements antifascistes yougoslaves ; et enfin, ce combat antinazi porté par la minorité slovène de Carinthie ne s'explique que dans le cadre d'un conflit de nationalités hérité depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et exacerbé par la politique nationale-socialiste d'homogénéisation ethnique.

En Carinthie, *land* biculturel et partiellement bilingue, frontalier<sup>5</sup> de l'Italie et de la Slovénie, la « question nationale » n'est close ni au niveau du débat scientifique, ni sur le plan politique et social<sup>6</sup>. Germanophones et slovénophones divergent dans leur façon de raconter l'Histoire du XX<sup>e</sup> siècle, notamment celle de la résistance antihitlérienne des Slovènes carinthiens au sein des partisans de Tito. Héros pour les uns et traître, voire criminel, pour les autres, instrumentalisé à des moments propices par la politique régionale, la figure du partisan est une métaphore pour les peurs infondées de la majorité germanophone d'un côté, et les projections identitaires de la minorité slovène de l'autre. Même si les années commémoratives de 2005 et 2008 ont permis de reposer la question de la culture mémorielle et d'informer une nouvelle fois sur la résistance slovène, cette mémoire est encore et toujours en mal de transmission.

Dans un premier temps, un rappel historique de la répression structurelle de la minorité slovène depuis le XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la politique de germanisation brutale des nazis permettra de mieux cerner les mobiles de ce mouvement, porté par une frange de la population qui *a priori* n'avait pas de penchant naturel pour la résistance. La résistance en Carinthie est ensuite scindée en deux étapes, premièrement de « l'Anschluss », en mars 1938, jusqu'à l'attaque contre la Yougoslavie, en avril 1941, qui se caractérise par un anti-slovénisme croissant en Carinthie ; la seconde période, du printemps 1941 à la fin de la guerre, est celle

pendant laquelle s'organise la résistance armée en Carinthie. Enfin, quelques informations sur l'immédiat après-guerre nous permettront de conclure sur la mémoire controversée, voire sur la question de la culture mémorielle déficiente à propos du combat antifasciste des partisans dans cette Carinthie frontalière et biculturelle.

## REPÈRES HISTORIQUES

Dans le cadre étatique de la monarchie austro-hongroise, en dépit d'obstacles politiques et économiques et d'agitations nationalistes allemandes, la nationalité slovène minoritaire a pu devenir, en l'espace d'une centaine d'années, une nation à part entière avec une stratification sociale complète et une identité collective, basée sur la construction d'une histoire commune, sur la langue et le territoire. À partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle se dessine la ligne de clivage entre un nationalisme slovène d'émancipation sociale et un nationalisme allemand défensif, aux accents colonisateurs et pangermaniques. En Carinthie, peuplée à un tiers par des slovénophones, la pratique de la langue est de plus en plus considérée comme un signal politique, renvoyant à des visions du monde opposées : l'instituteur national-allemand et libéral s'affrontait au curé national-slovène représentant de la minorité slovène, paysanne, catholique, fidèle à la dynastie des Habsbourg.

À la fin de la Première Guerre mondiale, dans le processus de démembrement de la double monarchie, d'un côté, l'État successeur des Serbes, Croates et Slovènes, revendiqua, selon le principe de l'autodétermination des peuples, l'annexion du sud de la Carinthie, majoritairement slovène. De l'autre côté, la jeune République autrichienne, tout en voyant son avenir dans une grande République allemande<sup>7</sup>, chercha à défendre les frontières historiques de l'ancien pays de la couronne, la Carinthie. L'entrée des troupes yougoslaves en Carinthie provoqua des affrontements armés qui se terminèrent en avril 1919 – avec l'occupation yougoslave de la Carinthie méridionale – par une débâcle pour l'Autriche. Dans le même temps, le Traité de Saint-Germain fixa un référendum pour clarifier la question de la frontière méridionale de l'État autrichien. Le 10 octobre 1920, après une campagne promettant aux Slovènes de Carinthie la protection de leur culture et de leur langue, ancrée désormais dans les droits de minorités du Traité de Saint-Germain et de la constitution autrichienne, près de 60 % des voix d'une population composée à 75 % de Slovènes se prononcèrent en faveur de l'État autrichien. C'est donc grâce à sa population slovène que la Carinthie demeura après 1920 « libre et unie » (*frei und ungeteilt*), selon le slogan de l'époque, repris jusqu'à nos jours à des moments propices. Le vote pour l'État autrichien fut cependant interprété comme un vote pour la culture allemande distinguant désormais les « bons » des « mauvais » Slovènes, ceux ayant voté pour l'Autriche, et les « Slovènes nationaux » ayant « trahi » l'Autriche. La majorité germanophone

de tendance nationaliste-allemande chercha donc à diviser la minorité slovène afin d'assimiler définitivement les « fidèles à la patrie » (*Heimattreue*) et à marginaliser, voire à criminaliser les « traîtres à la patrie » (*Vaterlandsverräter*)<sup>8</sup>.

Après 1934, la minorité slovène, généralement loyale envers les régimes en place, fut dépourvue de sens critique vis-à-vis du régime catholique austro-fasciste, car leurs dirigeants politiques, bien intégrés dans les instances du régime autoritaire, misaient sur une revalorisation des valeurs chrétiennes et par là même sur une politique plus respectueuse des droits des minorités en Carinthie. Cependant, la ligne antislovène du gouvernement régional carinthien l'emportait sur les quelques bonnes intentions affichées par le pouvoir central des chrétiens-sociaux à Vienne<sup>9</sup>.

Par conséquent, la politique de germanisation des nazis trouva un terrain préparé par une tradition politique et sociale presque centenaire qui consistait – dans un environnement à dominance politique et économique allemande – à marginaliser cette partie de la population slovène qui cherchait à maintenir son identité slovène et à défendre les droits des minorités.

#### LES SLOVÈNES EN CARINTHIE APRÈS « L'ANNSCHLUSS » : LES PREMIERS ACTES DE RÉSISTANCE

Avec l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne hitlérienne le 13 mars 1938, d'une part, la protection des minorités ancrée dans le Traité de Saint-Germain n'est plus en vigueur, de l'autre, de nombreux décrets garantissent désormais la « protection du peuple » (allemand), de l'État et de la *Wehrmacht*. Jusqu'au référendum d'avril 1938, le régime nazi tenta de rassurer les minorités ethniques pour des raisons électorales. En partie par peur de représailles, mais aussi portés par l'irrationnel espoir qu'un arrangement avec le nouveau régime allait garantir la survie de la minorité slovène<sup>10</sup>, les dirigeants slovènes appelèrent, sans grand enthousiasme, à voter « oui » pour confirmer « l'Anschluss ».

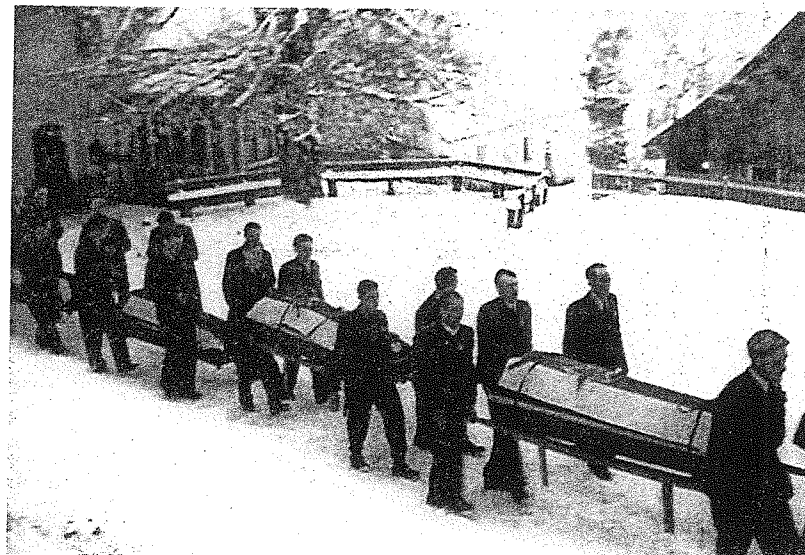
Si pour des raisons de politique extérieure vis-à-vis de la Yougoslavie, les instances centrales à Berlin montraient une certaine retenue, les nazis régionaux – à qui fut entièrement confiée, dès 1938, la politique de minorité – poursuivirent la germanisation et leur objectif d'éliminer à moyen terme l'élément slovène au sud de l'Autriche. Le recensement populaire de 1939 accentua la division de la population slovène entre ceux de langue maternelle slovène (*Muttersprache*), mais prêts à l'assimilation et les autres qui se réclamaient de la culture et de l'appartenance au peuple slovène (*Volkszugehörigkeit*) qui devinrent par la suite les cibles de persécution et de déportation.

En apparence, la vie de la minorité slovène ne changea guère entre 1938 et 1941, les mutations, les arrestations de quelques personnalités demeurèrent des cas isolés ; les mesures intimidatrices et discriminatoires cependant se multi-

pliaient tant au niveau culturel<sup>11</sup>, notamment scolaire<sup>12</sup>, qu'au niveau administratif<sup>13</sup> et économique<sup>14</sup>. À partir de 1939, suite aux accords entre Hitler et Mussolini, la population slovène est susceptible de « déplacement » afin de céder sa place à une population germanophone venant d'Italie (*Kanaltal*) ayant « opté » pour une installation dans le Reich allemand, avec l'objectif de réaliser l'homogénéisation linguistique et culturelle de la Carinthie. Par ailleurs, le régime mobilisa sans hésitation les jeunes issus de la minorité slovène pour se battre au nom de la Grande Allemagne. Dès le début de la guerre, un nombre toujours croissant de Carinthiens slovènes refusèrent la mobilisation ou désertèrent la *Wehrmacht* : le plus souvent lors d'une permission, ils passèrent dans un premier temps en Yougoslavie pour revenir, après la défaite yougoslave et la suppression des frontières, dans les forêts (« cadres verts ») aux alentours de leur village natal pour ensuite souvent rejoindre le réseau des partisans. Parmi les actes de résistance isolés et non organisés figurent désormais le prêche en langue slovène à l'église, l'écoute de radios étrangères, la critique du régime et toute activité culturelle ou politique d'ordre national slovène, qui sont considérés comme non-obéissance, voire haute trahison.

#### PERSÉCUTION OUVERTE ET RÉSISTANCE ARMÉE<sup>15</sup>

Après l'attaque et la défaite rapide de la Yougoslavie en avril 1941, les mesures antislovènes en Carinthie prirent une dimension persécutrice. Dorénavant selon la devise nazie « Le Carinthien parle allemand », les noms et inscriptions slaves



Exhumation et transfert des dépouilles mortelles de treize antifascistes décapités à Zell/Sele le 6 novembre 1949 (© ASZI Klagenfurt/Celovec).

furent germanisés ou supprimés, la langue slovène fut strictement interdite à l'église et 70 ecclésiastiques slovènes furent arrêtés, interdits de séjour (*Gauverbot*) et quelques-uns envoyés vers les camps de concentration. Le journal slovène (*Koroska Slovenec*) arrêta sa parution, les associations culturelles cessèrent définitivement leurs activités et les coopératives slovènes furent mises au pas. Le destin des Slovènes carinthiens se lia désormais étroitement à celui des Slovènes yougoslaves sous occupation allemande – soumis à une germanisation radicale, à l'expulsion, voire à la déportation en vue d'une homogénéisation ethnique. En ce qui concerne la Carinthie méridionale, le régime prévoyait d'installer plus de 200 familles germanophones de l'Italie (*Kanaltal*) dans des exploitations slovènes<sup>16</sup>. Pendant la rafle du 14 et 15 avril 1942, 225 familles slovènes de Carinthie (917 personnes) furent arrêtées, chassées de leur maison, et déportées pour la plupart vers des camps de travail en Allemagne. Désignés comme « ennemis du peuple et de l'État » (*volks- und staatsfeindlich*)<sup>17</sup> à partir des résultats du dernier recensement populaire ou des dénonciations par des « fidèles à la patrie » (*heimattreu*), ces expulsés/déportés slovènes avaient un point commun : le maintien de l'usage de leur langue maternelle. Cet événement majeur dans la mémoire collective des Slovènes carinthiens fut une mesure de persécution raciale à un moment (printemps 1942) où le régime nazi était à l'apogée de sa domination, par conséquent sans aucun lien avec la radicalisation de la guerre ; à partir de ce moment décisif, une bonne partie de la population slovène bascula de l'attentisme vers la résistance antihitlérienne active ou passive. Le paradoxal engagement des Slovènes de Carinthie, à majorité catholiques conservateurs de milieu paysan, dans le combat antihitlérien au sein d'un mouvement de résistance révolutionnaire communiste devient alors intelligible, moins comme un engagement politique, mais comme un combat de survie ou une attitude de révolte succédant aux humiliations subies et aux persécutions des membres de la famille. On observa donc d'une part une dialectique entre persécution/déportation et résistance armée en Carinthie, d'autre part un élan de solidarité et un désir d'unification parmi les Slovènes persécutés dans leur ensemble : la résistance antifasciste en Carinthie s'organisa sous l'égide de l'OF (*Osvobodilna fronta* – Front de libération)<sup>18</sup> au sein de l'armée de libération nationale titiste<sup>19</sup>.

Quelle forme concrète ce mouvement de résistance prit-il ? Si sur le territoire de la marche orientale (*Ostmark*) l'action des groupes résistants se limitait le plus souvent aux activités politiques (travail de propagande, formation des organisations) et aux actes de sabotage<sup>20</sup>, à partir de l'été 1942, le Front de libération (OF) commença à tisser un réseau conspirateur et à procéder à des actions armées au nord et au sud des *Karawanken* – ce fut ainsi le premier territoire à l'intérieur de la Grande Allemagne, où apparût une résistance armée contre le national-socialisme. Il faut en noter deux particularités : premièrement, la résistance partisane en Carinthie n'aurait pu s'organiser sans le soutien politique et logistique venant de

la Slovénie yougoslave et de l'OF; compte tenu des imbrications et de la coopération étroite entre les partisans slovènes et l'armée de libération nationale yougoslave et du contrôle exécutif nazi commun les combattant en Carinthie comme en Carniole, il est, en effet, malaisé d'examiner séparément les actes de résistance d'un côté et de l'autre de la chaîne montagneuse des *Karawanken*. Deuxièmement, cette lutte armée n'a pu survivre et durer que grâce à un large soutien de la population<sup>21</sup>. Un rôle particulièrement important revenait aux femmes – et n'oublions pas la participation des enfants – qui entretenaient de nombreuses structures de communication et assuraient en grande partie l'intendance (hébergement, information, nourriture, approvisionnement, service de



Inauguration du monument pour antifascistes à Zell/Sele le 6 novembre 1949.  
(© ASZI Klagenfurt/Celovec).

liaison, etc.). Les partisans s'attaquaient à des postes militaires de l'occupant, à des entreprises aux fins militaires et détruisaient des voies de communication (chemins de fer et autres); pour pouvoir survivre dans la forêt, ils réquisitionnaient de la nourriture et des vêtements. Leurs imprimeries de fortune reproduisaient du matériel de propagande antinazie, voire procommuniste; dans les hôpitaux de camps (de forêts) on soignait les blessés. Dès la fin 1942, la Gestapo arrêta 200 personnes – partisans, civils politiques, « cadres verts »; 36 ont été accusés de haute trahison dont 13 ont été condamnés à la peine capitale, et immédiatement décapités. Malgré la terreur sans vergogne exercée contre ceux que l'on soupçonnait de soutenir et de collaborer avec les partisans, le régime nazi ne put endiguer le mouvement résistant. En territoire carinthien slovène-allemand, les unités partisans recrutèrent d'abord surtout parmi les objecteurs de la *Wehrmacht* d'origine slovène et les « cadres verts », anciens déserteurs sortant de leur cachette. À partir de fin 1943<sup>22</sup>, l'activité des partisans s'intensifia, lesquels intégrèrent dans leurs rangs non seulement un nombre croissant de soldats de la *Wehrmacht*, dotés d'une bonne formation militaire, mais également des prisonniers de guerre évadés et ceci à un point tel que les autorités nazies déplacèrent tous les prisonniers de guerre (travailleurs forcés) hors de la Carinthie méridionale. En 1944, les partisans fusionnèrent les deux formations principales en Carinthie et les résistants-combattants de différents bords<sup>23</sup> rejoignirent le réseau des partisans. Dès juillet 1943, les soldats originaires de la Carinthie méridionale furent interdits de permission afin d'être à l'abri – selon l'explication officielle – d'un éventuel recrutement de force par les bandits-partisans<sup>24</sup>. En août 1944, la région fut déclarée « domaine de combat des bandits » (*Bandenkampfgebiet*), la sécurisation d'une bande forestière montagneuse de 100 km nécessitant la mobilisation d'environ 15 000 hommes (soldats et policiers).

La résistance slovène de Carinthie demeure néanmoins difficile à quantifier; des chiffres établis selon des critères divers coexistent sans fournir une vue d'ensemble. Selon Josef Rausch, les Slovènes de Carinthie représentaient environ un tiers des combattants partisans (1 000 en tout, dont plus de 300 Slovènes carinthiens) opérant sur le territoire carinthien. L'Association des anciens partisans de Carinthie établit une liste de 583 personnes, activistes politiques et combattants au sein de l'OF. D'après des recherches récentes<sup>25</sup>, selon Avgustin Malle, environ 900 Slovènes de Carinthie furent persécutés pour des raisons politiques. L'historien autrichien K. Stuhlpfarrer souligne dans son expertise<sup>26</sup> le manque de chiffres fiables sur le nombre des partisans slovènes de Carinthie étant donné la difficulté de comptabiliser, d'une part, les combattants et, bien sûr, les courriers, messagers, bref, tous les acteurs assurant la logistique et, d'autre part, de mesurer le soutien populaire sans lequel le mouvement partisan n'aurait eu aucune chance de durer. Au vu des ressentiments anticomunistes et de l'ambiance antipartisan d'après-guerre en Carinthie, il ne fut pas opportun de s'afficher en tant qu'ancien partisan

ou de déclarer son soutien au mouvement de résistance. Il est probablement trop tard pour compléter et objectiver une recherche qui, pour une part, n'a pas été faite en temps voulu et, pour la part accomplie, fut soumise à des interprétations idéologiques des deux côtés de la frontière austro-yougoslave<sup>27</sup>.

#### UNE MÉMOIRE CONTROVERSÉE

Début mai 1945, l'armée de libération nationale yougoslave (dont font partie les unités de l'OF), reconnue par les Alliés, libéra et occupa la Carinthie méridionale pour arriver le 8 mai 1945, quelques heures après les Britanniques, dans la capitale régionale de Klagenfurt. La veille, les nazis avaient remis le pouvoir à un gouvernement régional provisoire dont aucun résistant ne faisait partie. Malgré la capitulation sans condition du Reich allemand, les combats continuèrent aux bords des *Karawanken* opposant des unités des partisans à la *Wehrmacht* et à d'autres formations collaboratrices (*Oustacha*, *Domobranci*, *Cosaques*) qui tentaient de se rendre aux Alliés occidentaux<sup>28</sup> afin d'éviter l'arrestation par l'armée de Tito. Après la fin définitive des combats, qui coûtèrent encore la vie à 120 partisans, l'OF constitua une représentation politique à Klagenfurt et revendiqua le statut de force occupante. Cependant, sur l'ordre des Alliés, les troupes yougoslaves se retirèrent fin mai; de la même manière, la revendication territoriale yougoslave, inscrite dans le programme de l'OF dès 1941 et soutenue par une partie des Slovènes résistants de Carinthie, s'est avérée très rapidement vaine. L'Autriche a été rétablie dans ses frontières anciennes, c'est-à-dire celles de mars 1938, comme cela fut annoncé dans la déclaration de Moscou. Néanmoins coresponsable des crimes de guerre et occupée, l'Autriche officielle se prépara à des négociations qui devaient sceller son destin d'après-guerre: reconnaissant sa dette envers les Slovènes de Carinthie, les bonnes paroles des dirigeants politiques se concrétisèrent par des actes concernant, d'une part, les restitutions, les indemnités, les dédommagements<sup>29</sup> et, de l'autre, la protection de la minorité, notamment le statut de la langue slovène au niveau scolaire<sup>30</sup>. Le fait de la résistance antihitlérienne slovène en Carinthie joua son rôle lors de la rédaction du Traité d'État de 1955, notamment à l'article 7 sur les droits des minorités autochtones, mais également à l'article 19 qui fixa le droit à la mémoire des victimes et des résistants<sup>31</sup>. Au niveau de la politique intérieure cependant, l'ambiance consensuelle de déculpabilisation générale, qui fit des Autrichiens des victimes du nazisme n'ayant « accompli que leur devoir », tendait à marginaliser les véritables victimes et à criminaliser la résistance active. Dans ce dispositif de narration historiographique, la résistance en Carinthie est stigmatisée comme une importation yougoslave communiste, menée par des Slovènes venus de l'autre côté des *Karawanken* ayant recruté par la force, menacé et violenté la population locale. On occulte le lien entre résistance armée et déportation. On atténue l'effet de la

persécution raciale qui stimulait, au sein de la minorité slovène, la désobéissance et la volonté de résistance. En Carinthie, le discours officiel qui développa une théorie de la double victimisation, d'abord victime de la croix gammée et ensuite victime de l'étoile rouge de Tito<sup>32</sup>, n'accordait pas de place à la mémoire des partisans. Confinée au niveau associatif et privé<sup>33</sup>, la mémoire antifasciste demeure cependant essentielle à deux niveaux pour les anciens partisans et, au-delà, pour la minorité slovène : d'abord, c'est un repère identitaire du groupe autochtone qui renforce la conscience collective de la minorité ; ensuite la visibilité extérieure, vis-à-vis de l'État autrichien, permet à la minorité slovène de s'appuyer sur son histoire antifasciste afin de mieux articuler ses droits – voire l'application de ses droits – de minorités au niveau politique.

En Autriche, les deux années de commémoration (2005 et 2008) ont montré que la mémoire de la résistance et plus particulièrement de la résistance partisane en Carinthie, s'avère équivoque et controversée<sup>34</sup>. Aussi longtemps que l'on désigne la libération du joug nazi comme « fin de la guerre », que l'on considère les anciens soldats, voire les prisonniers de guerre, davantage que les déserteurs de la *Wehrmacht*, le travail mémoriel sur la résistance partisane restera un « combat de/pour la mémoire<sup>35</sup> ». La culture de la mémoire revient de nos jours avant tout aux derniers témoins<sup>36</sup>, aux intellectuels<sup>37</sup> et aux artistes<sup>38</sup>.

En France, comme ailleurs en Europe, la résistance antifasciste fut l'affaire d'une minorité au sein d'une majorité attentiste (pas forcément collaboratrice ou vichyste) ; cependant et contrairement à l'Autriche, la mémoire résistante est devenue un pilier de l'identité nationale et est entrée dans la conscience collective. Selon la formule du politologue Anton Pelinka<sup>39</sup> « L'Autriche n'a pas de Jean Moulin », c'est-à-dire, la mémoire antifasciste, antihitlérienne ne participe pas (ou seulement à la marge) à une narration sur l'identité autrichienne. De surcroît, en Carinthie, la mémoire antifasciste semble à jamais marquée par la dimension nationale où la peur de l'Autre, aussi absurde soit-elle, fait perdurer l'image forgée d'abord par la propagande nazie, ensuite par l'anticommunisme, d'un partisan slovène, traître et terroriste pendant la guerre et adversaire de l'intégrité et de l'unité autrichienne après 1945. L'exposition de l'artiste Ernst Logar en 2008 à Vienne et en Carinthie sur « La fin de la mémoire – les Partisan(e)s de Carinthie » présentait, entre autres, des entretiens avec les derniers témoins de la résistance partisane. Si la source première, l'histoire orale, est certes en train de se tarir, de nouveaux horizons pourraient s'ouvrir à la culture mémorielle : la disparition des témoins permet aux héritiers, aux nouvelles générations de Carinthie et de Slovénie, de s'approprier et de transmettre la mémoire des partisans d'une autre manière face à un nouveau public – tout en « résistant » au relativisme et à la falsification historique.



Monument de partisans à Sankt Ruprecht près de Völkermarkt/Sentrupert pri Velikovu avec l'inscription : « À ceux qui sont tombés pour la liberté dans la lutte contre le fascisme ». Dépôt d'une couronne en juin 1950  
(© ASZI Klagenfurt/Celovec).



## NOTES

<sup>1</sup> Wolfgang Neugebauer, *Der österreichische Widerstand. 1938-1945*, Vienne, Éditions Steinbauer, 2008, p. 184.

<sup>2</sup> Hanns Haas/Karl Stuhlpfarrer, *Österreich und seine Slowenen*, Vienne, Löcker, 1977, quatrième de couverture.

<sup>3</sup> Voir le discours d'Anton Pelinka du 13 mars 2008 à l'Assemblée générale du *Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes*, « Der österreichische Widerstand im Widerspruch der verschiedenen Narrative », <http://www.doew.at/>.

<sup>4</sup> Texte en traduction française dans Heinrich Siegler, *L'Autriche, sa politique, son économie depuis 1945*, Bonn-Vienne-Zürich, Siegler, s.a. [1966], p. 5.

<sup>5</sup> La Carinthie, entité politique depuis le Moyen Âge, se forgeait une image historique comme dernier rempart chrétien contre l'invasion ottomane, comme forteresse germanique (bien que bilingue) contre les Slaves et enfin comme pays libre face au tito-communisme.

<sup>6</sup> Très significatif pour l'actualité de la thématique nationale est l'ouvrage en cinq volumes édité par Stefan Karner sur *La Carinthie et la question nationale (Kärnten und die nationale Frage im 20. Jahrhundert*, Klagenfurt, Ljubljana, Wien, Hermagoras und Heyn, 2005).

<sup>7</sup> Considéré comme seule perspective « viable », tous les partis politiques au début de la Première République autrichienne prônaient l'« Anschluss » à l'Allemagne.

<sup>8</sup> Significatifs sont les résultats des recensements populaires qui à chaque fois déterminent la minorité selon un critère différent (indiqué entre parenthèses) : 1919 : 18,3 % Slovènes (*Umgangssprache*), 1923 : 10,1 % Slovènes (*Denksprache*), 1934 : 6,6 % Slovènes (adhésion à une sphère culturelle – allemande ou yougoslave).

<sup>9</sup> Cf. Valentin Inzko, *Geschichte der Kärntner Slowenen*, Klagenfurt/Celovec, Hermagoras, 1988, p. 100. Le projet de loi sur les écoles bilingues selon le principe territorial et de langue maternelle ainsi que sur l'adhésion à une sphère culturelle, voire sur une « confession slovène » (*Bekennnisprinzip*), n'a jamais été voté.

<sup>10</sup> Cf. Valentin Sima, « Die Deportation slowenischer Familien aus Kärnten. I. Rahmenbedingungen, Präludium und Vorbereitung » in Feliks Bister (éd.), *Die Deportation slowenischer Familien aus Kärnten 1942*, Vienne, Österreichische Liga für Menschenrechte, 2004, p. 64 ; Hanns Haas/Karl Stuhlpfarrer, *Österreich und seine Slowenen*, op. cit., p. 76 sq.

<sup>11</sup> L'empêchement et l'interdiction de plus en plus fréquents des manifestations slovènes. Déjà en septembre 1939, le service de sécurité put rapporter à Berlin que « l'activité culturelle slovène est complètement arrêtée » (cité d'après Valentin Inzko, *Geschichte der Kärntner Slowenen*, op. cit., p. 105).

<sup>12</sup> Liquidation des écoles bilingues, mutation des instituteurs slovénophones hors de la région bilingue, mise en place de jardins d'enfants allemands pour assurer une germanisation précoce.

<sup>13</sup> Suppression des inscriptions et panneaux bilingues.

<sup>14</sup> Des chicanes administratives : retraits de licence, refus de contrat de bail ou de vente.

<sup>15</sup> Cf. Joseph Rausch, *Partisanenkampf in Kärnten im Zweiten Weltkrieg*, Militärhistorische Schriftenreihe 39/40, Vienne, Österreichischer Bundesverlag, 1979 ; Avgustin Malle, « Widerstand unter schwersten Bedingungen », in Stefan Karner/Karl Duffek, *Widerstand in Österreich 1938-1945*, Graz-Vienne, Ludwig Boltzmann-Institut für Kriegsfolgen-Forschung, 2007, p. 111-121 ; Walter Manoschek, « Kärntner Slowenen als Opfer der NS-Militärjustiz », in Walter Manoschek (éd.), *Opfer der NS-Militärjustiz. Urteilspraxis. Strafvollzug. Entschädigungspolitik in Österreich*, Vienne, Mandelbaum-Verlag, 2003, p. 358-398.

<sup>16</sup> L'ordre n° 46/I du 25 avril 1941 fait explicitement allusion à la région bilingue du *Gau* de Carinthie : « Les entreprises d'environ 200 familles slovènes de cette région qui sont connues comme ennemis du peuple sont à mettre à la disposition des *Kanaltaler*. [...] La mise en œuvre de l'évacuation sera assurée par la police et le service de sécurité. », cité d'après Valentin Sima, « Die Deportation slowenischer Familien », op. cit., p. 67.

<sup>17</sup> Jusqu'à la fin de la guerre, 50 familles supplémentaires furent déportées. Voir Avgustin Malle/Valentin Sima, *Volks- und staatsfeindlich. Die Vertreibung von Kärntner Slowenen 1942*,

Klagenfurt/Celovec, Hermagoras, 1992.

<sup>18</sup> L'organisation de résistance slovène créée en avril 1941 comme coalition entre tous les partis antifascistes, fut très vite dominée par les communistes expérimentés dans le travail clandestin. Les objectifs de l'OF : vaincre le nazisme, unir les Slovènes répartis sur différents États et révolutionner la société.

<sup>19</sup> La Yougoslavie vaincue par l'Allemagne nazie en 11 jours, fut partagée en trois : l'occupation allemande, l'occupation italienne et l'État indépendant croate collaborateur des *oustachi*. Deux forces de résistance s'organisent aussitôt, d'un côté les *tchetniks* de Draja Mikailovic, reconnus par le gouvernement yougoslave en exil, attentiste, ancrés surtout en Serbie, dans la continuité de l'ancien régime ; de l'autre les partisans de Josip Broz, Tito, avec le parti communiste, disposant d'un réseau de cellules sur tout le territoire. Tito et les partisans prônent un monde nouveau, l'égalité fraternelle de toutes les nations yougoslaves. Après la rupture définitive avec les *tchetniks*, Tito créa l'armée de la libération nationale en 1942 (1<sup>er</sup> novembre) : la lutte des partisans n'est pas seulement un combat contre l'envahisseur, mais se transforme en guerre civile de classe.

<sup>20</sup> Déjà entre avril et juin 1940, l'organisation de résistance TIGR en collaboration avec des militants activistes slovéno- et germanophones en Carinthie, effectua quatre actes de sabotage sur le réseau de chemin de fer en Carinthie (arrestation de 33 personnes par la Gestapo, 13 ont été jugées coupable, dont 6 condamnées à mort).

<sup>21</sup> Ce fut une exception. Partout ailleurs en Autriche annexée, la majorité de la population fut opportuniste, attentiste ou corrompue par le régime nazi.

<sup>22</sup> Défaite de l'Italie, réarmement de l'armée de libération nationale de Tito, désormais également soutenue par les Alliés, notamment par le choix pragmatique de Churchill, conscient que l'URSS dominera l'est de l'Europe après la guerre.

<sup>23</sup> Plusieurs cellules de résistance composées de germanophones sans lien direct avec l'OF voient le jour en Carinthie, notamment la résistance communiste (*Österreichische Freiheitsfront – ÖFF*) et des déserteurs venant de l'Italie vaincue, parachutés dans les montagnes à l'est de Klagenfurt.

<sup>24</sup> Le recrutement forcé fut le plus souvent une mise en scène organisée afin d'éviter la persécution de la famille des combattants. Ainsi, des repréailles partisans vis-à-vis de la population civile slovène furent en partie dénoncées comme telles aux autorités nazies afin de voiler le soutien aux partisans, voire de cacher la participation à la cause partisane.

<sup>25</sup> Avgustin Malle, « Widerstand unter schwersten Bedingungen », op. cit., p. 111-123.

<sup>26</sup> Karl Stuhlpfarrer avec Brigitte Entner, Lisa Rettl, Valentin Sima, *Gutachten zum Dokumentationsfilm « Die Kärntner Partisanen »*, Institut für Zeitgeschichte, Université Klagenfurt, août 2002, site internet de l'Université de Klagenfurt.

<sup>27</sup> L'habilitation à diriger des recherches de Marjan Linasi sur la résistance partisane en Carinthie, présentée à l'Université de Ljubljana, paraîtra au courant de l'année 2009.

<sup>28</sup> Un des plus grands massacres de l'armée titiste se déroula près de Bleiburg où 40 000 soldats (oustachis, cosaques, tchetniks) renvoyés par les Britanniques à la frontière austro-yougoslave, furent arrêtés et en grande partie exécutés.

<sup>29</sup> Cependant, les déserteurs de la *Wehrmacht* dont nous avons souligné les motivations et le courage dans la résistance slovène, ne furent réhabilités que récemment et partiellement ; voir à ce propos Peter Pirker, « Widerstand, Desertion, Abwehr », in Werner Koroschitz/Lisa Rettl, *Heiss umfahdet, wild umstritten, Geschichtsmythen in rot-weiss-rot*, Klagenfurt/Celovec, Drava, 2005, p. 75-93.

<sup>30</sup> L'enseignement de la langue slovène est introduit dans tout le territoire bilingue selon le principe territorial, l'apprentissage du slovène devient donc obligatoire dans la Carinthie méridionale ; l'école bilingue pour tous aurait pu remédier au bilinguisme unilatéral et initier à long terme des conditions favorables à une acceptation et connaissance réciproques. Ce système, décrié comme « *slowenische Zwangsschule* » a survécu de trois ans à la signature du Traité d'État.

<sup>31</sup> Concrètement, l'Autriche s'engage à respecter et à protéger les tombes, monuments et emblèmes dédiés à ceux qui ont combattu le nazisme sur le territoire autrichien.

<sup>32</sup> Tandis qu'après 1945, la Yougoslavie communiste glorifie la lutte antifasciste des partisans, elle est stigmatisée comme anti-autrichienne et responsable d'enlèvements et de massacres d'après-guerre en Carinthie.

<sup>33</sup> L'association des anciens partisans, l'association des déportés, le lieu de mémoire et musée

Persmanhof, lieu des partisans et lieu de massacre nazi contre des civils en avril 1945.

<sup>34</sup> Par exemple, la diffusion du documentaire *Die Partisanen in Kärnten* en 2002, a valu à la télévision publique (ORF) un recours en justice du Gouverneur Jörg Haider. La demande d'expertise a déclenché une discussion controversée entre historiens.

<sup>35</sup> Par exemple Oto Luthar, « Die Schlacht um die Vergangenheit. Historischer Revisionismus in Slowenien nach 1991 », in Johannes Feichtinger (éd.), *Schauplatz Kultur – Zentraleuropa: Transdisziplinäre Annäherungen* (Moritz Csáky zum 70. Geburtstag gewidmet), Vienne, Innsbruck, Studien-Verlag, 2006, p. 185-194; Wolfgang Zwander, « Verdrängte Helden », *Falter*, 14 mars 2008; Peter Gstettner, « Die Legende von Kärntens Selbstbefreiung », in DÖW, *Jahrbuch 2006 : Erinnerungskulturen*, Vienne, 2006, p. 80-105; Lisa Rettl, « Kampf um die Erinnerung – Partisanendenkmäler und antifaschistisches Gedächtnis in Kärnten », [http://www.klahrgesellschaft.at/Mitteilungen/Rettl\\_1\\_06.html](http://www.klahrgesellschaft.at/Mitteilungen/Rettl_1_06.html).

<sup>36</sup> Quelques exemples de littérature testimoniale: Karel Prusnik-Gaspar, *Gemsen auf der Lawine*, Klagenfurt/Celovec, Drava-Verlag, 1984; Helena Kuchar, *Jelka, aus dem Leben einer Kärntner Partisanin*, Klagenfurt/Celovec, Drava, 1984; Andrej Kokot, *Das Kind, das ich war. Erinnerungen an die Vertreibung der Slowenen in Kärnten*, Klagenfurt/Celovec, Drava, 1999; Lipej Kolenik, *Für das Leben, gegen den Tod*, Klagenfurt/Celovec, Drava, 2001; Anton Haderlap, *Graparji. So haben wir gelebt. Erinnerungen eines Kärntner Slowenen an Frieden und Krieg*, Klagenfurt/Celovec, Drava, 2008. Mentionnons également le film documentaire „Der Kärntner spricht deutsch“ (2006) d'Andrina Mracnikar (fille de Peter Handke) et le roman de Kevin Vennemann, *Mara Kogoj*, Frankfurt/Main, Suhrkamp, 2007.

<sup>37</sup> Cf. Avgustin Malle, « Erinnerung an Vertreibung und Widerstand », in Avgustin Malle, *Die Vertreibung der Kärntner Slowenen*, Klagenfurt/Celovec, Drava, 2002 et la bibliographie de cet ouvrage. Nous renvoyons également aux travaux réalisés dans le cadre du DÖW et du *Slowenisches wissenschaftliches Institut* à Klagenfurt.

<sup>38</sup> À titre d'exemple, les travaux de Ernst Logar et Valentin Oman ou deux expositions à Villach: « Heiss umfehdet, wild umstritten.... Geschichtsmythen in Rot-Weiss-Rot » en 2005 et « Unter Hakenkreuz und Titostern. Eine bilaterale Konfrontation mit nationalen Feindbildern, totalitären Ideologien und Parteiendiktaturen am Beispiel Kärntens und Sloweniens » en 2002.

<sup>39</sup> Anton Pelinka, « Der österreichische Widerstand... », *op.cit.*